



La lettre d'U&A 64

N°2

Recul de l'idée de fatalité, hausse des valeurs de lutte !

La semaine qui commence est riche d'avancées et de victoires syndicales potentielles.

Sur la lancée du 18 octobre et du 20 novembre, nous continuons à construire les conditions qui permettront les convergences, l'arrêt de cette politique désastreuse et qui permettront d'imposer des avancées permises par les richesses produites par le travail des salariés.

Au niveau national, un rythme plus difficile à tenir s'installe lentement, mais sûrement.

Pour ce qui concerne les Pyrénées Atlantiques, des luttes de plus en plus nombreuses naissent et se développent.

Le prix des courses au marché, chez l'épicier, au supermarché ne cesse de monter. Le prix des carburants, alimenté par les guerres et les spéculations, atteint des sommets insupportables. Le pouvoir d'achat des salaires est loin de suivre. Un nombre croissant de gens le remarquent, ne le supportent plus, le disent.

Ils comparent avec l'augmentation indécente que s'est offerte le président de la République, celui qui nous a dit jeudi soir qu'on ne pouvait rien faire pour les salaires sinon du bricolage.

Quelques luttes emblématiques continuent : à Pau, les étudiants continuent activement de refuser la loi Péresse. Télescopage des luttes en cours avec les luttes annoncées : le président de la République prétend céder au privé une partie du capital de l'entreprise publique EDF pour financer une partie des moyens promis aux étudiants en lutte. Les électriciens ne se laisseront pas faire. Les étudiants exigeront des moyens pour les facs pas pour les entreprises avides de phagocyter les facs.

C'est un des endroits où se distingue le mieux à la fois la logique profonde du président-MEDEF : toujours plus pour les patrons et pour la concurrence internationale ; et la contradiction qui s'élargit entre ses affirmations de campagne et la réalité de sa politique : je serai le président du pouvoir d'achat / je suis le président des riches et des patrons.

C'est là que nous devons pointer le doigt et remuer la hache revendicative.

Autre « réforme » aux conséquences de classe désastreuses : la disparition des BEP et la prétention d'installer des Bacs pro en 3 ans.

Le calcul est vite fait : on supprime d'un coup un quart des « besoins » d'enseignement et on oriente de force vers l'apprentissage un nombre croissant de « jeunes gens issus de familles modestes », de jeunes prolos. Tout cela sans aucune concertation, en méprisant souverainement les instances paritaires.

Les sous-commandant Darcos explique gravement que c'est pour le bien du peuple. Les gamins des lycées professionnels, pas si bêtes, bloquent ou quittent les établissements pour expliquer dans les rues qu'ils veulent pouvoir étudier et préparer les diplômes dont ils auront besoin devant leurs patrons. Plus rapides que leurs parents et que certains de leurs profs, ils ont pigé tout de suite que l'Etat-MEDEF et les patrons ne supportent pas qu'un élève de LP coûte aussi cher ou presque qu'un étudiant de classe préparatoire. Ceux qu'on vire, ce ne sont pas les prépas...

Dès lundi 3 décembre au soir, des manifestations de lycéens sont prévues à Pau, Bayonne et ailleurs. Lundi et mardi, des réunions de préparation aux grèves, rassemblements ou manifestations du jeudi 6 décembre se tiennent : Conseil général où les employés seront en grève pour exiger des salaires décents et un régime indemnitaire égal et suffisant, enseignements professionnel et technologique avec un rassemblement devant l'inspection académique à 15 heures dans le cadre d'un appel intersyndical académique à la grève dans le second degré ; EDF-GDF, la CAF, quelques entreprises privées ...

Tout ceci à quelques jours des congés de fin d'année. On prépare les marrons pour des offensives toujours plus larges. Tout montre que les salariés redressent la tête, cessent de croire que tout ce qui leur tombe sur la tête est fatal. De moins en moins, ils croient au Père Noël.

Si la question des salaires devient, par force, la question commune, les coups continuent de tomber sur les services publics et ce qui structure la défense des salariés : le code du travail, le droit de grève, la représentativité syndicale.

Pour qu'il y ait convergence des luttes, il faut qu'il y ait des luttes. Pour qu'il y ait unité syndicale dans les luttes, il faut que les organisations syndicales soient en lutte.

La FSU a choisi une conception dynamique de la lutte unitaire : on analyse, on propose. Les organisations prennent ou ne prennent pas. On avance. Et les salariés, quelle que soit l'organisation à laquelle ils cotisent ou ne cotisent pas, militent ou ne militent pas, entrent dans l'action s'il leur semble qu'elle répond à leurs exigences.

Notre courant Unité & Action travaille au rassemblement dynamique le plus large de tous ceux qui refusent la fatalité Sarkozy et un monde inacceptable de pauvreté, de précarité, de guerre, de gâchis des possibilités humaines et des richesses produites. Ce sont tous ceux-là qui s'exprimeront et détermineront le sens de la lutte.

Ensemble, nous imposerons la rupture !

U&A 64, Pau le 2 décembre 2007